

LA FINLANDE ET LES PROJETS D'UNION NORDIQUE EN 1940-1941

En 1914 les trois souverains scandinaves se rencontraient à Malmö : cette date marque le début d'une transformation des pays nordiques en un bloc de plus en plus solide, le « Nord », vers lequel la Finlande, devenue indépendante, devait elle aussi se tourner à partir du milieu des années 30. Mais la réunion à l'automne 1939 des quatre chefs d'état scandinaves montra que le problème crucial de la défense commune n'avait pas encore reçu de solution.

La « guerre d'hiver » entre la Finlande et l'Union soviétique terminée, l'Allemagne attaquait de son côté le Danemark et la Norvège en avril 1940 : ainsi trois des quatre pays nordiques avaient eu, chacun séparément, à faire face à l'agression des grandes puissances. La situation de la Scandinavie n'allait pas s'améliorer quand, en juin 1940, la résistance franco-anglaise ayant cessé sur le continent et l'Allemagne se trouvant à proximité de la frontière soviétique au nord de la Norvège, le protocole de partage des zones d'influence signé le 23 août 1939 par Ribbentrop et Molotov se mit à jouer. Sur le continent plus rien ne contenait les forces allemandes et Staline ne suivait pas d'un très bon œil l'avance victorieuse de Hitler. Aussi au mois de juin, Molotov prétendit-il que le pacte militaire conclu entre les pays baltes était dirigé contre l'Union soviétique ; après quoi ces pays furent annexés à l'U.R.S.S. Fin juin, la Roumanie eut à souffrir de difficultés dont elle ne se tira que par l'abandon de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord. La Finlande subit elle aussi les pressions de Molotov et l'inquiétude à son sujet gagna l'étranger (1).

(1) PAASIKIVI : *Toimintani Suomessa ja Moskovassa, 1939-41*; Porvoo 1958, p. 60-63. GAFENCU Grigore : *Vorspiel zum Krieg im Osten. Vom Moskauer Abkommen (21 August 1939) bis zum Ausbruch von Feindseligkeiten in Russland (22 Juni 1941)*; Zürich 1944, p. 65-67, 78-80.

Le gouvernement finlandais s'adressa à la Suède pour obtenir un soutien militaire au cas où les événements de l'automne précédent se reproduiraient. Les Suédois cherchèrent à connaître la position de Berlin. Il leur fut facile de se rendre compte que le protocole de partage des zones d'influence tenait toujours. Il ne fallait donc attendre aucune aide militaire de ce côté-là ⁽¹⁾.

La tentative de Staline pour faire jouer à son profit le protocole de partage des zones d'influence n'avait pas plu à Hitler ; comme d'autre part l'Angleterre ne cédait pas à ses offres de paix, il conçut le projet, comme Napoléon, d'abattre la grande nation insulaire en attaquant la Russie. Dès le début du mois d'août, les Finlandais eurent vent de ce retournement de la politique allemande, et il sembla que la situation du pays s'améliorât ⁽²⁾.

Après la « guerre d'hiver » une alliance défensive entre la Finlande, la Suède et la Norvège avait été envisagée. Mais ce plan avait été étouffé dans l'œuf par Molotov qui avait signifié qu'une telle alliance serait contraire à l'article 3 du traité de paix ⁽³⁾.

L'idée d'un pacte défensif fut donc écartée, mais le général Rudolf Walden, ministre finlandais de la Défense et ami intime du maréchal Mannerheim, discuta avec des amis suédois des possibilités d'aider la Finlande dans sa situation critique. Parmi ceux-ci se trouvait le major Svante Pählson, ancien propriétaire des usines Rotneros, ami fervent de la Finlande, et dont les trois enfants avaient pris part à la « guerre d'hiver ». Pählson réunit autour de lui un groupe auquel se joignit entre autres le général suédois Axel Rappe, chef d'état-major à la Défense. Ce groupe prit le nom de « Decemvirs », et, à la manière des magistrats de l'antiquité, se donna pour tâche la réorganisation des affaires du « Nord » ⁽⁴⁾.

Ces dix hommes avaient le projet d'instituer une fédération, une union dont le chef aurait été le roi de Suède et au sein de laquelle la Finlande serait restée une république. Comme la question de leur sécurité constituait alors le problème

(1) Per G. ANDREEN, *Sevrige-Finland unionsplaner 1940-41*; Sv. D. 8.8.1961.

(2) Cf. KORHONEN : *Barbarossasuunnitelma ja Suomi. Jalkosodan synty*. Porvoo 1961, p. 75-78, 125-127.

(3) *Suomen Sinivalkoinen Kirja II*, Helsinki 1941, p. 51, 57.

(4) JUVA : *Rudolf Walden 1878-1946*, Porvoo 1957, p. 492-499 ; BRATT : *I krigarens lovliga avsikt*, Stockholm 1952, p. 256-262 ; ANDREEN : article mentionné dans *Svenska Dagbladet* le 8-8-1961.

essentiel commun à la Suède et à la Finlande, le maréchal Mannerheim fut envisagé comme chef suprême des forces de Suède-Finlande. La politique étrangère serait dirigée par un ministre des affaires étrangères commun, ou peut-être par le traditionnel chancelier d'État de la Suède-Finlande. Il paraissait également nécessaire d'avoir une politique commune dans le domaine des affaires. Devant la diversité des tâches à accomplir, les Decemvirs pensèrent qu'il serait bon de constituer, au moins pour les secteurs essentiels de la vie de l'État, un conseil composé de hauts fonctionnaires (Riksråd) ⁽¹⁾.

Pour obtenir le soutien des milieux influents, les Decemvirs adressèrent des notes à de hautes personnalités tant suédoises que finlandaises. Ils avaient l'intention d'en adresser aussi aux autres pays. Ils s'en ouvrirent au prince héritier (Gustave VI Adolphe), mais quand on demanda son avis au roi Gustave V, celui-ci déclara : « Les Finlandais sont si imprévisibles », et il ajouta qu'il ne voyait pas l'intérêt d'un projet de fédération ⁽²⁾.

La première note rédigée par les Decemvirs date du 19 août 1940 et fut adressée à la maison royale de Suède ainsi que, en Finlande, au général Walden. Les Decemvirs craignaient que la ligne de partage des zones d'influence fixée par le protocole établi entre Molotov et Ribbentrop ne passât par le golfe de Bothnie. Si la guerre éclatait de nouveau entre la Finlande et l'Union soviétique, elle susciterait une course de vitesse entre Allemands et Russes vers le Tornionjoki, comme l'année précédente vers le Boug. Et comme à ce moment-là la Finlande connaissait des troubles intérieurs, il était à redouter que le pays ne fut ravagé par les armes de l'intérieur comme de l'extérieur.

Les Decemvirs firent ressortir la nécessité de rendre manifeste à l'Allemagne et à l'Union soviétique la volonté commune d'indépendance qui régnait dans le « Nord », volonté qu'on ne pourrait heurter sans rencontrer l'opposition la plus ferme. Ils considéraient de la première importance de savoir comment l'Allemagne réagirait devant un bloc politique formé de la Finlande, de la Suède et de la Norvège ⁽³⁾.

Il se peut que ces réflexions aient été directement inspirées

(1) DECEMVIRI, *Sverige-Finland*, Stockholm 1941.

(2) BRATT, p. 258-259.

(3) DECEMVIRI, p. 67-78.

par le voyage que Antti Hackzell, ancien ministre des affaires étrangères finlandais, fit à Stockholm où il rencontra le 14 août des Decemvirs ainsi que deux Finlandais, un ingénieur, Rosberg, et un écrivain, Örnulf Tigerstedt. Hackzell rencontra également Sven Hedin, le célèbre géographe et explorateur suédois, qui entretenait des relations étonnamment étroites avec les dirigeants du troisième Reich. Hackzell demanda à Hedin d'écrire à Ribbentrop au sujet de la situation critique de la Finlande ⁽¹⁾.

Il ressort des mémoires de Hedin que celui-ci ne désirait pas faire figure de porte-parole des gouvernements finlandais et suédois. Le 25 août, il envoya au ministère des Affaires étrangères allemand une lettre ni signée ni datée, qui arriva entre le 28 et le 30 août. Hedin avait reçu une note de Hackzell exposant la situation de la Finlande, mais il avait en outre interrogé diverses personnalités finlandaises et suédoises et joint au tout ses propres opinions. Il insistait sur le fait qu'il était seul responsable de sa lettre, et comme Hedin n'appartenait pas à proprement parler au groupe des Decemvirs, ce document en forme de note est sous certains rapports entaché de partialité.

Hedin y fait montre d'un souci de la vérité extrêmement relatif, quand il écrit que l'objectif des promoteurs de ce projet était d'empêcher l'annexion de la Finlande à l'Union soviétique et d'assurer son existence par un rattachement étroit à la Grande Allemagne dans le cadre d'une fédération nordique (« Im intimen und nahen Anschluss an Grossdeutschland »). C'est justement l'« Anschluss » que redoutaient les promoteurs du projet d'union, quelle que soit celle des deux grandes puissances de la Baltique qui vienne à l'exiger.

La citation qui précède montre le désir de Hedin de voir l'Allemagne s'intéresser aux affaires finlandaises et suédoises. En même temps qu'il envoyait cette note il cherchait à connaître l'avis des Allemands quant à une alliance défensive, voire une fédération, où la Suède aurait une place prépondérante, mais dont la Norvège ferait vraisemblablement partie. Hedin voulait savoir, de plus, comment réagirait l'Allemagne, si la Suède se rangeait aux côtés de la Finlande dans le cas d'une éventuelle attaque soviétique. Une telle attaque ne pourrait-elle même être évitée si la Finlande et

(1) HEDIN : *Utan uppdrag i Berlin*, Norrköping 1949, p. 150-151.

la Suède concluait un pacte défensif ? Ribbentrop aurait lu cette note au début de septembre (1).

Hedin avait vraisemblablement l'intention de publier ce document, car Rosberg se rendit le 1^{er} octobre chez l'ambassadeur d'Allemagne à Helsinki, Wipert von Blücher, et lui demanda de prendre connaissance de l'article. L'ambassadeur s'y refusa et l'engagea à renoncer à une telle publication en un moment où il n'était pas souhaitable d'attirer l'attention du monde sur la Finlande (2).

En Finlande, la question de la fédération avait éveillé l'intérêt de certains. Parmi les membres du gouvernement Ryti, ceux qui s'y intéressaient le plus étaient Walden et Rolf Witting, ministre des Affaires étrangères (3). Le 21 septembre Väinö Hakkila, président du Parlement, et Henrik Ramsay, personnalité jouissant d'une haute considération, se rendirent à Stockholm pour des conversations officieuses. Hakkila eut des entretiens avec les sociaux-démocrates suédois, et Ramsay avec les milieux bourgeois. Mais les discussions les plus importantes eurent lieu en présence du Premier ministre suédois, P. A. Hansson, qui déclara que son gouvernement avait décidé de soutenir le projet d'union (4). Le professeur Jarl Wasastjerna, ministre de Finlande à Stockholm, fit savoir le 23 octobre à Helsinki que Christian Günther, ministre des Affaires étrangères, était prêt à s'engager dans la voie de la fédération, mais posait comme condition fondamentale que « la Finlande ne cherche pas une guerre de revanche, mais qu'on défende ensemble les frontières de la Finlande fixées par la paix de Moscou ». Cependant il fallait obtenir le consentement éventuel et de l'Allemagne et de l'Union soviétique. La commission des Affaires étrangères du gouvernement Ryti décida à l'unanimité deux jours plus tard qu'il n'était pas question de penser à une revanche et qu'elle était prête à poursuivre les pourparlers sur la base indiquée (5).

La crainte qu'avaient les Finlandais d'une attaque soviétique, le souci que donnait aux Suédois la perspective d'une intervention allemande en Suède, qui en serait la conséquence, paraissent servir les rêves les plus audacieux des Decemvirs.

(1) Archives de l'État, Helsinki, Ausw. Amt. Pol. Abt., Finnisch-russischer Krieg, L 85914-7 ; HEDIN p. 150-154.

(2) Archives de l'État, Helsinki, Blücher Tbg, fol. 931.

(3) JUVA, p. 495.

(4) JUVA, p. 492-499.

(5) Archives de l'État, Helsinki, Sotasyyllisysoik. asiak. IV/8-9.

Par ailleurs les Suédois voulaient être sûrs que les Finlandais ne chercheraient pas à rectifier les frontières de la paix de Moscou en s'appuyant sur la fédération. Aussi le gouvernement finlandais donna-t-il un démenti aussi officiel que possible à une telle éventualité. On ne parla pas de la fédération dans le grand public, le sort qu'avait eu l'été précédent le projet d'un pacte défensif incitant à la réserve.

A Moscou cependant, on avait été apparemment bien informé dès le début. Peu après la visite à Stockholm de Hakkila et de Ramsay, Molotov, méfiant, soutint à J. K. Paasikivi, ambassadeur de Finlande à Moscou, qu'il existait un accord secret entre la Finlande et la Suède, accord contraire au traité de paix, et dont il avait eu connaissance de sources suédoises et finlandaises. Le 9 octobre, Paasikivi affirma de nouveau au nom de son gouvernement qu'il n'y avait pas d'alliance entre la Finlande et la Suède. Le même mois, il écrivit à Helsinki qu'il craignait qu'une convention de partage des zones d'influence ait été conclue, dont le golfe de Bothnie et le Tornionjoki marqueraient la frontière. « Il est important pour nous », ajoutait-il, « que nos liens avec la Suède en particulier et le « Nord » en général se resserrent dans toute la mesure du possible. Nous appartenons au « Nord » (1). »

L'Allemagne n'avait cessé d'être informée des projets de fédération aussi bien du côté suédois que du côté finlandais. Mais à Moscou aussi on était au courant. On éprouvait envers la Finlande une grande défiance, qui évidemment augmenta lorsque fut signé en septembre l'accord de transit entre la Finlande et l'Allemagne, accord qui amenait des troupes allemandes sur le territoire finlandais. Molotov se rendit à Berlin et s'entretint les 12 et 13 novembre avec Hitler et Ribbentrop. Ils discutèrent de nombreuses questions, mais Molotov revint à plusieurs reprises sur le problème de la Finlande et exigea d'avoir les coudées franches de ce côté. Il représenta qu'on n'était arrivé qu'à une solution partielle de cette affaire. Hitler réaffirma avec force qu'il ne voulait pas d'une nouvelle guerre dans la région de la Baltique (2).

La visite de Molotov à Berlin était bien faite pour renforcer les soupçons de Moscou en ce qui concernait le rôle de l'Allemagne dans le projet d'union. La fédération n'intéressait pourtant pas énormément l'Allemagne.

(1) SVK II, p. 84-85 ; PAASIKIVI II, s. 191.

(2) KORHONEN, p. 132-162.

Quant à la tentative des Decemvirs d'entraîner la Norvège dans l'affaire, elle échoua dès le début ⁽¹⁾.

Au cours d'un entretien que Hedin eut à Berlin le 18 novembre avec Weizsäcker, secrétaire d'état aux Affaires étrangères, ce dernier lui dit qu'on ne pouvait pas trancher la question de l'intégration de la Norvège avant que la réorganisation de l'Europe ne soit faite. Weizsäcker ajouta que la Russie pouvait considérer la création d'une union nordique comme une violation du traité de paix ; Hedin ayant répondu inconsidérément qu'il ne fallait pas considérer que l'union était dirigée contre la Russie, le secrétaire d'État reprit : « Non, c'est vrai, réorganisée d'une certaine manière, elle peut être dirigée contre une autre puissance » ⁽²⁾.

Le point culminant de l'action de Hedin fut sa rencontre avec Hitler, le 5 décembre 1940. Elle marqua la fin des deux mois de trêve qui s'étaient écoulés depuis l'envoi en Allemagne de la note de Hedin. Le Führer abandonna sa politique de silence et, loin de promettre son appui à l'union, expliqua avec onction qu'il était meilleur pour la Finlande de vivre exactement sur les bases du traité de Moscou. Hitler assura que les Russes ne réattaqueraient pas la Finlande ⁽³⁾.

Le 27 novembre Günther, ministre des Affaires étrangères, informa officiellement M^{me} Kollontay, ministre plénipotentiaire de l'Union soviétique à Stockholm, qu'il fallait envisager l'éventualité de voir s'établir entre la Suède et la Finlande une collaboration plus étroite. Wasastjerna annonça le 3 décembre à l'ambassadeur soviétique qu'on recherchait la neutralisation de la Suède et de la Finlande, ce qui ne voulait pas dire que Stockholm dirigerait la politique étrangère de la Finlande ; d'ailleurs il n'était pas question de revenir le moins du monde sur les accords conclus avec l'étranger. La collaboration s'établirait de la façon la plus étroite possible, mais dans les limites imposées par le traité de Moscou. Les Finlandais avaient fermement insisté auprès des Suédois sur le respect de la ligne frontière existante ⁽⁴⁾.

Mais Moscou fut d'un autre avis. Le 6 décembre, J. K. Paasikivi était prié de se rendre chez Molotov, qui, furieux, lui dit avoir appris par M^{me} Kollontay que la Suède et la Finlande

(1) DECEMVIRI, p. 67-70.

(2) *Documents on German Foreign Policy*. Series D 1937-1945. Washington 1961 XI, p. 597-598 ; HEDIN, p. 178-180.

(3) DGFP, p. 783-787 ; HEDIN, p. 199.

(4) SVK II, p. 110-111.

préparaient un accord qui placerait la politique étrangère de la Finlande dans les mains de la Suède, ce que le gouvernement soviétique considérait comme une dénonciation du traité de paix. Molotov se demandait si la Finlande était capable de répondre de ses engagements et pria le Gouvernement finlandais de bien considérer ces faits (1).

Après cette conversation Paasikivi envoya des rapports par différentes voies à Helsinki. A son avis le but du gouvernement soviétique était d'arriver à séparer les Finlandais de la Suède et, bien entendu, également de l'Allemagne. Il considérait que les paroles de Molotov comportaient une sérieuse menace et voulait savoir si le gouvernement suédois avait adopté une position ferme et définitive « pour faire cause commune avec nous » (« att göra gemensam sak med oss »), et s'il était prêt, si nécessaire, à faire intervenir militairement, toutes ses forces ce que lui, Paasikivi, ne croyait pas. Il mettait en garde contre la politique d'illusions suivie en 1939-1940. Persuadé que Moscou n'hésiterait pas à employer les armes pour empêcher la fédération de naître, Paasikivi voyait cette tentative aboutir à une défaite qui affaiblirait encore la position de la Finlande. Quant au principe même de l'union, il le considérait comme tout à fait remarquable, et se plaignit qu'on ne l'ait pas tenu au courant de ces plans (2).

Moscou jugea ce problème de fédération assez important pour décider de sonder la position de Berlin, car l'Allemagne devait être derrière ces projets. L'ambassadeur soviétique à Berlin, Dekanosov, se rendit le 12 décembre chez Ribbentrop. Il lui dit que le gouvernement soviétique avait décidé de s'opposer résolument aux projets suédo-finlandais, qui tendaient à placer la politique étrangère finlandaise sous le contrôle de Stockholm. Ribbentrop répondit qu'il ne savait absolument rien de ces plans, et qu'il n'y croyait pas. Dekanosov exprima sa satisfaction et, peu avant de prendre congé, il fit remarquer que, d'après le rapport de M^{me} Kollontay, derrière ces projets se cachait l'espoir de voir la Finlande arriver à échapper à l'emprise de l'Allemagne (3).

Le 14 décembre, le ministre de Suède, Assarsson, se rendit chez Molotov et quatre jours plus tard ce fut le tour

(1) SVK II, p. 107-108 ; PAASIKIVI II, p. 55 ; ASSARSSON : *Stalinin varjossa*, Helsinki 1963, p. 55.

(2) PAASIKIVI II, p. 55-58 ; ASSARSSON, p. 54.

(3) DGFP XI, p. 854-856.

de Paasikivi. Le ministre de Finlande fut informé que le gouvernement soviétique restait sur la position qu'il avait fixée le 6 décembre. C'était un avertissement au gouvernement finlandais ⁽¹⁾. Il était facile en effet, à Molotov de dire cela, après que Dekanosov se fût fait une idée claire de la position allemande et se fût assuré que l'Allemagne ne soutenait pas les projets d'union.

Le voyage à Berlin du général Paavo Talvela eut lieu à un moment défavorable pour les projets de fédération. Il rencontra le maréchal Goering et le général Halder. Il interrogea ce dernier sur l'attitude de l'Allemagne devant la candidature à la présidence de Mannerheim, ainsi que — certainement sur l'ordre de Mannerheim — sur la position allemande vis-à-vis des projets de fédération. A cette dernière question le chef de l'OKH dut répondre quelque chose d'insignifiant, qu'il n'a même pas noté dans son journal ⁽²⁾. Après la visite de Dekanosov et au moment où se dessinait le plan Barberousse dans lequel on avait l'intention d'entraîner la Finlande, les projets de fédération nordique convenaient aussi peu que possible aux intentions d'Hitler.

Il ne fallait donc pas espérer voir l'Allemagne soutenir des projets au sujet desquels l'Union soviétique avait déjà pris une position résolument hostile. Les conditions posées par la Suède restaient donc insatisfaites, et il ne fallait pas s'attendre de son côté à une aide militaire au cas où le gouvernement soviétique recourrait à la force pour empêcher l'union de se faire. Les Finlandais demandèrent aux Suédois de laisser le projet d'union en sommeil ⁽³⁾.

Le problème de la confédération redevint une fois encore d'actualité avant que n'éclate ce que les Finlandais ont appelé la « guerre de continuation ». Au printemps 1941, la Grande-Bretagne remporta des succès dans les Balkans au détriment des Italiens. En mars, Sir Stafford Cripps, ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou, fit ressortir aux Russes qu'il était de l'intérêt de l'Union soviétique de dégager la Finlande et la Suède de l'influence prépondérante de l'Allemagne et de ne pas s'opposer à un rapprochement politique et militaire de ces nations ⁽⁴⁾.

(1) SVK II, p. 112 ; PAASIKIVI II, p. 56-57.

(2) KORHONEN, p. 170-175.

(3) Archives de l'État, Helsinki, Sotasyllisyysoik. Asiak. IV/1-5 Ruotsin ulkoministeriön tiedoitus 18-7-1941.

(4) PAASIKIVI II, p. 213-216.

Moscou fit savoir aux Finlandais par différents canaux que le gouvernement soviétique ne s'opposait plus à des pourparlers entre la Suède et de la Finlande au sujet de la fédération ⁽¹⁾. Mais dans les milieux gouvernementaux suédois, on hésita : il paraissait difficile d'empêcher la Finlande de glisser dans le sillage de l'Allemagne. Les milieux militaires finlandais discutaient depuis des mois d'une action commune avec les militaires allemands dans l'éventualité d'une attaque soviétique. Le 22 juin Hitler commença sa campagne contre la Russie, à laquelle les unités finlandaises prirent part bientôt aux côtés de la Wehrmacht, à titre de co-belligérantes.

Les projets utopiques des Decemvirs seraient probablement restés les rêveries d'un petit cercle restreint et ne seraient jamais sortis de ce cercle, mais lorsque et la Finlande et la Suède sentirent leur existence menacée, les deux gouvernements entrèrent en pourparlers. La cause première de l'échec du projet de fédération ne réside ni dans la manœuvre diplomatique de Moscou à Berlin, ni dans l'attitude froide d'Hitler : les Allemands étaient en train de s'accrocher solidement en Finlande et ne désiraient pas lâcher prise, mais au contraire entraîner la Finlande dans l'aventure russe. La vraie cause de l'échec se trouve dans le fait qu'en réalité la Suède n'était pas disposée à se mettre, avec les armes s'il le fallait, aux côtés de la Finlande. Ainsi le bilan de la politique de Stockholm se solda finalement par une tentative pour aider la Finlande à surnager en assurant par la même occasion les deux grandes puissances de la Baltique de sa neutralité.

Pertti KUOKKANEN.

(1) ANDREEN : *Finlandsfrågan i svensk utrikespolitik, mars 1940-april 1941*. Nordiska Historikermötet i Lund, 7-9 augusti 1961. Lund, 1961, p. 26-32.